

CASSE SOCIALE ET « BOLLORISATION »



NOUS POUVONS

LES ARRÊTER!

ZOOM

Palestine. De la colonisation à la guerre régionale, le soutien inconditionnel à Israël doit cesser

Page 3

INTERNATIONAL

Suisse. Une victoire historique pour les Aînés pour le climat

Page 4

ARGUMENTS

L'offensive réactionnaire de Meloni à l'épreuve des luttes sociales et étudiantes

Page 5

CHAMP LIBRE

Répression antisyndicale: entretien avec Christian Porta délégué CGT

Page 8

Édito

Non aux interventions impérialistes, en Palestine, en Iran ou ailleurs

Par ANTOINE LARRACHE

Concernant les relations entre Israël et l'Iran, Emmanuel Macron nous sert une fois de plus son discours contre « l'embrassement ». Après la demande de « cessez-le-feu » à Gaza en échange des prisonniers israéliens, il continue d'exercer ses grandes capacités en matière de double discours : Macron tente de faire croire que la France a une position neutre vis-à-vis d'Israël, alors qu'elle se situe complètement de son côté.

En effet, le pouvoir a condamné « avec la plus grande fermeté » l'attaque de l'Iran — qui n'a fait aucune victime —, a mis des moyens militaires à disposition pour y faire face, alors qu'il n'avait pas eu le moindre mot face aux multiples agressions d'Israël contre le consulat d'Iran en Syrie, les attaques militaires en Irak, au Yémen, au Liban menées par les États-Unis ou Israël. Une fois de plus donc, la France laisse Israël agresser les pays du Moyen-Orient, des agressions qui sont en même temps des menaces d'interventions plus massives afin de renforcer la domination israélo-étatsunienne dans la région. Cette fuite en avant est voulue par Netanyahu, en difficulté sur le plan national, et qui voit dans l'élargissement de la guerre la solution pour se maintenir au pouvoir en Israël.

Sans avoir la moindre sympathie pour le régime iranien, dont nous soutenons les dissidentEs, nous considérons que notre premier devoir est de dénoncer les responsabilités écrasantes des grandes puissances dans la situation actuelle, de revendiquer le désarmement d'Israël, le retrait des troupes de Gaza, la reconstruction de Gaza et le droit au retour des réfugiés.

Plus globalement, nos mouvements contre les agressions, israélienne en Palestine et russe en Ukraine, et toute la gauche doivent prendre la mesure de la situation mondiale : les grandes puissances augmentent leurs budgets militaires, développent des discours belliqueux récurrents. Nous devons de toutes nos forces nous opposer à cette dynamique par des mobilisations populaires anti-impérialistes.

Bien dit

La CGT est favorable à une trêve dans la régression sociale

SOPHIE BINET, secrétaire générale de la CGT, le 15 avril lors de la manifestation pour la défense des droits des travailleurEs menacés par les JO.

À la Une

L'offensive gouvernementale contre les travailleurEs se poursuit, arrêtons-les!

Pas une semaine sans une annonce gouvernementale nous rappelant le cap fixé en janvier par Gabriel Attal. Le 10 avril, c'était donc, après Bruno Le Maire, au tour de Stanislas Guerini, ministre de la Transformation (sic!) et de la Fonction publique, de nous rappeler son action en faveur « du travail, pour qu'il paie mieux et toujours plus que l'inactivité — partout et pour tous », selon les mots du Premier ministre.

C'est toujours par le même tour de passe-passe de communication, usé jusqu'à la corde par la macronie, que les idées se retournent. Oubliée la casse des services publics, omise la politique d'embauche de contractuelEs. Monsieur Guerini se fait passer pour un homme audacieux en déclarant vouloir lever « le tabou du licenciement dans la fonction publique », pour un homme moderne lorsqu'il dénonce « un système qui est resté bloqué dans les années 1980 », et pour un homme juste en affirmant qu'« en 2024 le salaire moyen des agents public est 5,7% au-dessus du salaire de 2023, pour faire face à l'inflation conséquente ». On connaît la chanson!

Un agent sur cinq est contractuel

Il espère que cela va passer... mais la ficelle est un peu grosse! D'abord, parce qu'il a choisi d'ouvrir par une provocation les pseudo-concertations préalables au dépôt de son projet de loi. Il confirme ainsi que le texte sera fondamentalement hostile aux agentEs du service public. Ensuite, parce que les dispositions permettant de licencier des fonctionnaires pour insuffisance professionnelle existent déjà. Et si l'État employeur n'en a que peu l'usage, c'est parce qu'il préfère s'affranchir complètement du statut en ayant recours de plus en plus à l'emploi précaire : unE agentE sur cinq est désormais contractuelE.

Le jeu de dupes des rémunérations au mérite

Et puis, quoi que Stanislas Guerini en dise, le mauvais coup va porter sur la rémunération de celles et ceux qui assurent le service public. Celle-ci a évolué deux fois moins vite que la moyenne des salaires dans le privé au cours des dernières années. Le ministre affirme

fonction des enveloppes budgétaires — méthode d'évaluation d'ailleurs interdite par les tribunaux dans le privé. En donnant plus d'importance à ces mécanismes, au détriment de la progression à l'ancienneté, Guerini veut soumettre les agentEs publics à l'arbitraire des chefs, rebaptisés managers, casser les solidarités collectives

la précédente vient tout juste d'entrer en vigueur —, chasse aux pauvres et remise en cause de l'habitat social, telles étaient déjà les actions du gouvernement. L'offensive d'ensemble contre notre camp social se poursuit avec le projet de loi simplification qui vise à réduire encore le nombre de représentantEs des salariéEs et casser les garanties collectives dans le privé (voir page 6) et avec maintenant la casse du statut des fonctionnaires.

Une offensive tout à la fois sonnante (et trébuchante) et idéologique! Des salariéEs et des agentEs publics divisés, mis en concurrence sont une main-d'œuvre sur laquelle on peut faire davantage pression pour alimenter la machine à profits, pour privatiser ce qui peut l'être! Une manne sur laquelle surf à longueur de journée les extrêmes droites et les médias inféodés. Face à la casse sociale et la « bollorisation » des esprits, il est temps de reprendre la main! Des préavis ont d'ores et déjà été déposés dans la fonction publique étatique, territoriale et hospitalière, par la CGT du 15 avril au 15 septembre. Pour suivre la voie des travailleurEs allemands qui ont obtenu une augmentation de 340 euros minimum? Mais aussi pour stopper leurs projets de société. Une mobilisation de notre camp tout aussi globale et coordonnée est nécessaire. Ils ne s'arrêteront que là où nous les arrêterons!

Fabienne Dolet



vouloir « mieux récompenser l'engagement et le mérite par la rémunération ». Mais comment croire à de pareilles déclarations d'intention alors que le gouvernement vient de supprimer 10 milliards d'euros de crédit à la fonction publique, et annonce des coupes plus drastiques encore pour le prochain budget? Les primes au mérite sont déjà un jeu de dupe : les ratios d'agentEs plus ou moins méritantEs sont déterminés par avance, en

et mettre en concurrence les agentEs. Les inégalités et discriminations, déjà fortes (les femmes perçoivent une rémunération globale inférieure de 11% à celle des hommes dans la fonction publique), s'accroîtraient encore.

Nouvelle vague de l'offensive libérale

Austérité budgétaire, nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage — alors que

Acturama



Stop Arming Israël. Une action destinée à sensibiliser les travailleurEs de l'entreprise Thales à Meudon (92) a été menée le 16 avril 2024 par le collectif #StopArmingIsrael. En signe de protestation et de soutien à Gaza, les manifestantEs jettent de la peinture sur le bitume. © Capture d'écran Le Media

POLICE Répression des militantEs écologistes : ne nous laissons pas intimider!

Ce n'est pas une première : l'État a déjà déployé à plusieurs reprises les moyens de l'antiterrorisme face aux actions militantes. Il y a quelques jours, ce sont 17 personnes qui ont été interpellées et mises en garde à vue dans les locaux de la sous-direction antiterroriste (SDAT) de Levallois-Perret ou dans des commissariats, dont notre camarade Christine C, 65 ans, ancienne conseillère municipale, militante bien connue à Alençon.

L'enquête concernait des faits remontant au 10 décembre 2023 : la cimenterie Holcin-Lafarge de Val-de-Reuil (Eure) avait été ciblée pendant quelques minutes par une centaine de militantEs, tags et mousse expansive visant « le monde du béton », à l'image de dizaines d'autres actions coordonnées dans toute la France, à Bruxelles et en Suisse.

Des militantEs pris pour des malfaiteurs

Interpellations parfois brutales au petit matin, fouille des appartements, gardes à vue pouvant aller jusqu'à 96 heures sous les néons de la SDAT, composent désormais l'arsenal habituel de répression des militantEs et de leurs familles, parfois traumatisées. S'y ajoutent des erreurs grossières : un couple et

leur fils ont vu débarquer à six heures du matin une vingtaine de policiers armés, qui ont fini par reconnaître, au bout d'une heure, une erreur de personne. Au final, neuf des interpellés sont convoqués le 27 juin au tribunal correctionnel d'Évreux. Ils devront répondre d'« association de malfaiteurs en vue de commettre un délit », passible de dix ans d'emprisonnement, de « dégradation de biens » et de « séquestration », cinq sont placés sous contrôle judiciaire quand huit ne sont pas poursuivis.

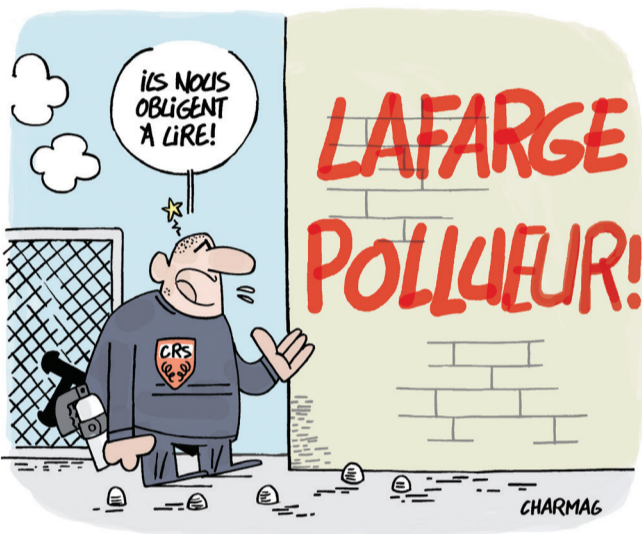
Solidarité et résistance face à la répression et aux entreprises écocidaire

Cette disproportion de moyens au regard des faits est symptomatique d'une volonté politique d'intimidation, alors que les actions visant à dénoncer les multinationales climaticides sont totalement légitimes. Macron et Darmanin s'appuient sur la législation relative à la criminalité, sur les dispositifs policiers et l'arsenal juridique antiterroriste pour défendre une entreprise parmi les plus

polluantes, écocidaire et qui a financé l'État islamique. La solidarité s'est exprimée, à Rouen, Nantes, Caen, comme à Alençon (27 000 habitantEs), où plus de 120 personnes, bien au-delà des cercles militants habituels, étaient rassemblées le 9 avril en soutien aux interpellés. La criminalisation des militantEs écologistes, lanceurs d'alerte, activistes de la désobéissance civile, exercée par l'ensemble des États dans toute l'Europe, a d'ailleurs été dénoncée par Michel Forst, rapporteur spécial de l'ONU, en février 2024¹. C'est aujourd'hui l'ensemble du mouvement social qui est ciblé par la répression : militantEs écologistes, syndicalistes, antiracistes. La solidarité et la résistance s'organisent. Nous ne nous laisserons pas intimider par un pouvoir dépassé par toutes les contestations de sa politique.

Commission nationale écologie
1 - <https://reporterre.net/L-ONU-condamne-la-repression-des-militants-ecolo-europeens>, voir aussi *L'Anticapitaliste* n° 698, <https://lanticapitaliste.org/actualite/ecologie/repression-des-mobilisations-environnementales-un-requisitoire-de-lou>

TERRORISME INTELLECTUEL



PALESTINE De la colonisation à la guerre régionale, le soutien inconditionnel à Israël doit cesser

Israël aura réussi à entraîner une riposte iranienne sur son sol dans la nuit du 13 au 14 avril, une confrontation directe inédite qui ouvre la voie à l'embrasement, conditionné au soutien des puissances impérialistes.

Les représailles à l'attaque israélienne du consulat iranien de Damas étaient annoncées depuis plusieurs jours. Elles ont été calibrées pour qu'un nombre suffisant de frappes atteignent leurs cibles tout en permettant l'interception de leur quasi-totalité. Toutefois, la possibilité d'une guerre d'ampleur vers laquelle la région est précipitée est une conséquence directe du soutien inconditionnel à Israël depuis le 7 octobre.

L'escalade régionale recherchée par Israël

Alors que l'implication des alliés régionaux des PalestinienNEs se limitait principalement aux frappes à la frontière libanaise et à l'embargo des Houthis, c'est bien la puissance occupante qui est responsable de l'escalade guerrière, après avoir multiplié les agressions sur ses voisins ces derniers mois. De même que le génocide ne pourrait avoir lieu sans le soutien matériel de ses alliés, c'est la France, les États-Unis et l'Angleterre qui ont intercepté une partie des drones et missiles iraniens, aidés par la Jordanie.

L'intervention au sol à Rafah repoussée

Cette fuite en avant guerrière est aussi recherchée par Netanyahu qui a besoin de raviver le « soutien inconditionnel » américain pour mener l'intervention annoncée depuis plusieurs semaines à Rafah alors qu'une première inflexion en six mois a permis de faire passer une résolution de cessez-le-feu au Conseil de sécurité fin mars. Faute de mesures coercitives prises à l'encontre de l'État génocidaire, la situation

reste dramatique à Gaza où l'accès de l'aide humanitaire est toujours limité dans l'attente de l'ouverture d'un nouveau checkpoint. Aussi, le Premier ministre fait face à une hostilité croissante dans la société israélienne. Lors des dernières manifestations qui se sont déroulées dans plusieurs villes à travers le pays, les mots d'ordre d'élections anticipées se sont joints à la demande de libération des otages.

L'intensification de la violence coloniale dans le reste des territoires occupés

Pas plus qu'Israël ne se voit imposer de limites dans son projet génocidaire, la poursuite de la colonisation ne fait l'objet d'aucune condamnation ferme. Fin mars, le gouvernement israélien annonçait la saisie de 800 hectares de terres dans

la vallée du Jourdain, soit le plus important accaparement de terres palestiniennes en Cisjordanie occupée depuis les accords d'Oslo. L'annexion des terres s'accompagne évidemment de construction de colonies — un nombre record a été autorisé l'an dernier — et donc de transfert de population. C'est aussi près de cinq cents PalestinienNEs qui ont été tués par des colons ou l'armée israélienne, alors qu'un rapport récent du haut-commissaire onusien aux droits humains souligne « l'augmentation spectaculaire de l'intensité, de la gravité et de la régularité des violences » depuis le 7 octobre. La violence est telle que la rapporteuse spéciale sur les territoires occupés, Francesca Albanese, demande le déploiement sur place d'une force de protection onusienne. Ces derniers jours, ont été organisés de véritables pogroms en représailles à la mort d'un jeune colon. Les colons ont attaqué plusieurs villes et villages palestiniens, notamment près de Ramallah et Naplouse, tirant à balles réelles et incendiant plus de 70 maisons. L'armée occupante a empêché l'accès aux journalistes et aux secours. La violence des colons a aussi causé le déplacement forcé de plus de mille éleveurEs palestinienNEs de leurs terres. Si un cessez-le-feu à Gaza est primordial pour empêcher un embrasement régional, nous devons poursuivre la mobilisation pour imposer la fin du soutien inconditionnel à un État génocidaire et la reconnaissance d'un État pour les PalestinienNEs, seule solution pour une paix juste à même de faire cesser un jour la violence coloniale. **Louisa D.**

Le chiffre 800 ha

Fin mars, le gouvernement israélien annonçait la saisie de 800 hectares de terres dans la vallée du Jourdain, soit le plus important accaparement de terres palestiniennes en Cisjordanie occupée depuis les accords d'Oslo.

No comment

Si vous estimez que ce n'est pas acceptable, faites une loi et modifiez la loi et je la respecterai.

CARLOS TAVARES, directeur de Stellantis, qui pourrait toucher 36,5 millions d'euros au titre de l'année 2023, contre 23,5 millions d'euros en 2022 et 19 millions d'euros en 2021... en flagrant délit d'impunité totale.

Agenda

Samedi 20 avril, réunion publique du NPA «Une autre Europe est possible», Lille. À 18h 30 au Moulin de Wazemmes, avec Roseline Vachetta, ex-députée européenne de 1999 à 2004.

Dimanche 21 avril, marche contre l'islamophobie, contre le racisme et pour la protection de tous les enfants contre les crimes policiers, Paris. À 14h, Barbès-République (lire page 6).

Lundi 22 avril, rencontre avec Ugo Palheta, Ludvine Bantigny et Olivier Besancenot sur la révolution des Œillets au Portugal, Paris. À 19h 30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Mardi 23 avril, rencontre avec Daniel Tanuro sur «Écologie, luttes sociales et révolution», Paris. À 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Jeudi 25 avril, réunion publique du NPA sur la Palestine avec Joseph Daher, Montpellier. À 18h 30, au local du NPA 34, 32 bis, rue du Faubourg-Boutonnet.

Lundi 29 avril, rencontre librairie du NPA 18^e avec Ugo Palheta sur la révolution des Œillets au Portugal, Paris. À 19h 30, au Rideau Rouge, 42, rue de Torcy, M^o Marx-Dormoy.

Mardi 30 avril, rencontre avec Hendrik Davi sur «Le capital c'est nous», Paris. À 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Mercredi 1^{er} mai, Fête anticapitaliste du NPA 67, Strasbourg. À partir de 12h au 1, place des Orphelins à Strasbourg autour d'un repas. Buvette, barbecue, option vegan.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



AFRIQUE DE L'EST Génocide au Rwanda, le dédit de Macron

Le revirement du pouvoir sur le génocide rwandais s'explique par les pressions politiques et militaires afin d'éviter de donner prise à une action en justice.

A lors que le 30^e anniversaire du génocide des Tutsi au Rwanda était commémoré, Macron s'est illustré par son recul concernant la responsabilité de la France. En effet, jeudi 4 avril l'Élysée faisait parvenir à certaines rédactions des éléments de langage contenus dans la vidéo présidentielle enregistrée pour l'occasion.

Le revirement

« La France aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, mais n'en a pas eu la volonté ». La communication de l'Élysée expliquait que la vidéo de Macron du 7 avril continuerait dans cette voie. Ceux qui se sont depuis des décennies battus pour la vérité, qu'ils soient journalistes, activistes ou victimes se sont félicités de ce pas en avant. On parlait même d'une déclaration qui sauve l'honneur de la France.

Trois jours plus tard, la vidéo de Macron ne mentionne ni cette phrase ni d'autres qui auraient pu aller dans le sens d'une reconnaissance entière de l'implication de la France dans le dernier génocide du 20^e siècle. Il affirme « Je crois avoir tout dit ce 27 mai 2021 quand j'étais parmi vous. Je n'ai aucun mot à ajouter, aucun mot à retrancher de ce que je vous ai dit ce jour-là. » Il fait référence à sa déclaration : « En me tenant, avec humilité et respect, à vos côtés, je viens reconnaître nos responsabilités. [...] La France, elle est restée de fait aux côtés d'un régime génocidaire. » Fermez le ban ! Macron n'ira pas plus loin.

Les enjeux

Le service de communication de l'Élysée dément toute rétractation et accorde qu'il y a eu un quiproquo, les rédactions auraient surinterprété la volonté politique du président. Les enjeux de ce repli sont tout autres. La reconnaissance d'une absence de volonté de stopper un génocide permet la qualification de complicité de génocide et fait peser sur la tête des principaux décideurs de l'époque une épée de Damoclès, et en tout cas l'opprobre de comparaître devant un tribunal pour le pire des crimes qui reste imprescriptible. On sait que Védrine, secrétaire général de l'Élysée, un des principaux protagonistes de cette affaire, n'a eu de cesse de se démentir contre cette déclaration. Jean Glavany, président de l'Institut François-Mitterrand, a lui aussi protesté au nom de la vérité, même s'il a fallu une décision du Conseil d'État en 2021 pour rendre accessibles les archives de l'ancien président montrant son soutien aux génocidaires.

Si l'agitation était palpable dans le cénacle des politiciens de cette période, nul doute qu'elle l'était aussi du côté de la hiérarchie militaire qui a dû faire de fortes pressions, au vu des risques judiciaires, et continue d'interdire l'accès à ses archives.

Une requête au tribunal administratif de Paris a été déposée par deux associations dont Survie ainsi que des rescapés du génocide, contre l'État français, pour sa responsabilité dans le déroulement du génocide des Tutsi.

Paul Martial

À lire sur le site



Portugal. Les faces cachées du parti d'extrême droite Chega, par Antonio Garcia Pereira

SUISSE Une victoire historique pour les Aînées pour le climat

Le 9 avril, la Grande Chambre de la Cour européenne des droits humains a rendu un verdict historique, statuant que la Suisse viole les droits humains des femmes âgées car le pays ne prend pas les mesures nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique.

C'est une grande première, un verdict qui fera jurisprudence dans les 46 autres pays du Conseil de l'Europe. Cela faisait huit ans qu'un groupe de vieilles dames menaient la bagarre juridique. Elles ont accusé la Suisse, preuves à l'appui, de ne pas prendre soin de leur santé et de leur bien-être face aux canicules toujours plus préoccupantes et de ne pas prendre de dispositions pour réaliser l'objectif fixé pour 2030 par l'Accord de Paris en 2015. Elles avaient choisi cet angle original pour forcer la Suisse à prendre au sérieux la menace climatique.

Un combat commencé en 2016

Ces vieilles dames, 2500 dans toute la Suisse, sont des militantes écologiques de la première heure et déjà féministes dans les années 1970 au MLF. Elles savent ce que se battre signifie. Elles ont déposé leur requête en 2016 d'abord au Conseil fédéral, mais le Département fédéral de l'environnement déclare leur requête irrecevable ; en 2017 elles s'adressent alors au Tribunal administratif fédéral qui les déboute ; en 2019 au Tribunal fédéral qui rejette leur recours.

En 2020, soutenues par Greenpeace (suisse et international) et par une excellente équipe internationale

de juristes, elles s'adressent à la Cour européenne des droits humains. Leur affaire est considérée comme prioritaire. Et en mars 2023, les Aînées pour le climat (KlimaSeniorinnen / Anciane per il clima) sont entendues à la Grande Chambre à Strasbourg. Audience très impressionnante

(j'y étais en tant que requérante individuelle en plus de l'action collective) où les 17 juges ont entendu avec grande attention les arguments développés par les avocates des Aînées et la défense (plutôt faible) du gouvernement suisse. Le jugement a été rendu un an plus tard, le 9 avril 2024.



LA SUISSE CONDAMNÉE
POUR INACTION CLIMATIQUE

VOOIIIIA
COMME ÇA
C'EST BIEN?

CHARMAG

Espoirs du côté de l'écologie et colère à droite

Et c'est une victoire éclatante pour les Aînées. Les juges ont été unanimes, alors qu'ils ont jugé irrecevables deux affaires semblables, certainement moins bien étayées. La victoire des Suissesses fera donc jurisprudence et soulève de grands espoirs.

En revanche, le jugement a suscité la colère de la droite aux Chambres fédérales. L'Union démocratique du Centre, le parti le plus à droite de Suisse, en réfère aux origines de la Suisse : en 1291, les trois paysans qui scellent leur alliance de soutien mutuel s'opposent à l'immixtion de juges étrangers dans leurs affaires. Près de huit siècles plus tard, ce parti fulmine et réclame la sortie de la Suisse du Conseil de l'Europe. L'avocat Raphaël Mahaim, également conseiller national Vert, a reçu injures et menaces de la part de ses adversaires. L'Office fédéral de la justice a pris acte de l'arrêt, mais nous ne savons ni quand ni comment seront prises des mesures efficaces. Même les avocates ne peuvent se prononcer pour l'instant, car il faudra d'abord analyser en détail les 300 pages de l'arrêt. Les Aînées dynamisées par leur succès poursuivent la lutte!

Maryelle Budry, solidaritéS, Genève

USA Le candidat Biden, entre progressisme sur l'avortement et impérialisme réactionnaire

L'élection présidentielle américaine pourrait dépendre de deux questions et mouvements sociaux. Les attaques incessantes des Républicains contre le droit des femmes à l'avortement, dont la dernière en date a eu lieu en Arizona, devraient inciter davantage d'électeurEs à soutenir le candidat sortant lors de la prochaine élection présidentielle, mais cela suffira-t-il compte tenu de sa position sur Israël ?

La Cour suprême de l'Arizona, composée de sept membres nommés par les républicains, a statué le 9 avril que la loi de 1864 interdisant tous les avortements, à l'exception de ceux pratiqués pour sauver la vie de la mère, était à nouveau une loi de l'État. Cette loi a été adoptée avant que l'Arizona ne devienne un État et que les femmes n'y obtiennent le droit de vote, ce qui s'est produit en 1912. La loi de 1864, qui ne contient aucune disposition relative à l'avortement en cas de viol ou d'inceste, était restée en suspens jusqu'à ce que la décision Roe vs. Wade de la Cour suprême des États-Unis, qui prévoyait une protection fédérale de l'avortement, soit annulée en juin 2022. L'Arizona est un État charnière crucial. Biden n'y a gagné qu'avec environ 10 000 voix d'avance sur Trump, soit une marge de 0,3%. C'était la première fois qu'un candidat démocrate à l'élection présidentielle remportait l'Arizona depuis Bill Clinton en 1996, et la deuxième fois seulement depuis la victoire de Harry Truman en 1948. C'est pourquoi la décision de la Cour suprême de l'Arizona a horrifié les politiciens républicains et, malgré ses implications réactionnaires, enthousiasmé les démocrates, car les deux partis reconnaissent qu'elle aidera Biden et les démocrates lors de la prochaine élection présidentielle. Comme le disent Biden et sa colistière Kamala Harris dans leurs publicités télévisées, « c'est Trump qui a fait ça ».

Régressions et attaques répétées sur l'avortement

La décision de l'Arizona fait suite à un arrêt rendu au début du mois par la Cour suprême de Floride, qui a confirmé l'interdiction des avortements après six semaines de grossesse, une loi qui avait été adoptée par l'assemblée législative à majorité républicaine et signée par le gouverneur républicain Ron DeSantis. Étant donné que la plupart des femmes ne savent même pas qu'elles sont enceintes à six semaines, il s'agit en fait d'une interdiction totale des avortements. En Géorgie, la Cour suprême de cet État a pratiquement interdit la fécondation in vitro, ce qui a rendu plus difficile la tâche des femmes qui souhaitent recourir à la FIV. Tout cela montre clairement que les républicains représentent un danger pour les droits des femmes.

L'attaque des politiciens républicains contre les droits reproductifs des femmes, menée par la base chrétienne évangélique blanche du parti, a entraîné une forte réaction politique de la part des démocrates, des électeurEs indépendants et même de certains républicains. Au cours des trois dernières années, dans sept États politiquement différents — le Kansas, le Vermont, le Montana, le Michigan, le Kentucky, la Californie et l'Ohio —, les électeurEs ont, soit voté en faveur de l'inscription du droit à l'avortement dans la législation de l'État, soit rejeté les tentatives visant à le pénaliser. Lors des élections de 2023, les démocrates

ont remporté des élections législatives ou des élections au poste de gouverneur où ils apparaissaient comme des défenseurs du droit des femmes à l'avortement. La plupart des analystes estiment que l'attaque contre l'avortement incitera davantage de femmes, de jeunes et d'électeurs des banlieues à se rendre aux urnes pour voter en faveur de Biden et des démocrates en novembre.

Les électeurEs de Biden lui retirent leur soutien à propos de la Palestine

Dans le même temps, cependant, le soutien continu de Biden à Israël dans sa guerre génocidaire contre les Palestiniens — au moins 33 000 morts, dont 13 800 enfants — pourrait lui coûter l'État du Michigan, un autre État crucial pour l'élection présidentielle. Trump a été victorieux dans le Michigan en 2016. En 2020, Biden a remporté le Michigan avec 154 000 voix d'avance. Mais l'État compte quelque 300 000 électeurEs musulmans ou arabes. Il semble désormais probable que Biden a perdu le soutien de dizaines de milliers d'électeurEs arabes et musulmans du Michigan, ainsi que d'autres électeurEs arabes, jeunes et noirs qui pourraient soit ne pas participer à l'élection, soit voter pour un parti tiers. La contradiction entre la posture progressiste des démocrates en matière d'avortement et leur politique étrangère réactionnaire et impérialiste pourrait conduire à la défaite de Biden.

Dan La Botz, traduction d'Henri Wilno

ITALIE L'OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE DE MELONI À L'ÉPREUVE DES LUTTES SOCIALES ET ÉTUDIANTES

Quinze mois de gouvernement des droites, avec deux partis, Fratelli d'Italia (Frères d'Italie) et la Ligue de Salvini, caractérisés par des traits fascistes et racistes évidents, ont déjà profondément marqué la vie politique et sociale du pays¹. En Europe, les deux partenaires renvoient à deux familles différentes : Salvini se positionne encore plus à droite pour gagner du terrain face à Meloni qui, de son côté, est très attentive à nouer les alliances politiques nécessaires pour jouer un rôle de premier plan dans la gestion future de l'UE. Sur le plan des mouvements sociaux, les luttes pour les salaires et contre les morts au travail, ainsi que les mobilisations pro-palestiniennes dans les universités, pourraient relancer une nouvelle saison de luttes.

1 – Voici comment Alessandra Algotino, professeure de droit constitutionnel, et Livio Pepino, juriste et porte-parole de la Coordination antifasciste de Turin, résument la situation : « Nous assistons à une tentative, à un stade avancé, de mettre fin à une histoire d'affirmation des droits, de la liberté, de l'égalité, une histoire née avec la Résistance et transférée dans la Constitution de 1948. La droite au gouvernement est l'héritière directe du fascisme d'hier : par ses revendications explicites, par les symboles et les images du passé qu'elle porte en elle ; par la culture qu'elle exprime, par le langage qu'elle utilise et, plus encore, par le bloc social et économique dont elle est l'expression ainsi que par les politiques qu'elle met en œuvre ».

Un autre élément crucial est la centralité des entreprises qui ne doivent être soumises à aucune contrainte (laisser les mains libres aux capitalistes !) et qui, au contraire, doivent être soutenues par de nouvelles baisses d'impôts. Les douze amnisties fiscales en un an pour la petite et la moyenne bourgeoisie, principale base électorale du gouvernement, ont été une invitation flagrante à l'évasion fiscale.

Répression, course aux armements et offensive idéologique réactionnaire

À cela s'ajoute la pénalisation sévère de toutes les couches les plus faibles de la société (les pauvres, les migrantEs et aussi les personnes en situation de handicap), à la fois sur le plan économique et normatif. Ces mesures se réalisent à travers l'introduction de 22 nouvelles infractions pénales allant de la répression des rave-partys à la criminalisation des actions collectives des jeunes activistes pour la défense de l'environnement tandis que des mesures plus « sérieuses » sont en préparation pour écraser le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien dans les universités.

Sur le plan international, Meloni appuie pleinement la coalition impérialiste de l'Otan, la course aux armements et l'envoi de la flotte italienne dans le Golfe.

Son action s'accompagne aussi d'une poursuite du processus de privatisation des écoles, d'accentuation des divisions de classe en leur sein et d'une offensive idéologique visant à réécrire l'histoire du pays dans un sens réactionnaire et révisionniste. Les représentants des forces armées sont de plus en plus présents dans la vie et l'éducation de

Un an et demi de règne de la droite

La ligne politique de Meloni et de ses alliés prône une continuité totale avec les politiques économiques néolibérales de Bruxelles et soutient le nouveau pacte de stabilité européen, qui annonce, dès l'automne, une loi financière très punitive pour les classes populaires.

nombreuses écoles et on assiste à l'activation de toutes les impulsions réactionnaires de la société, y compris le racisme, le patriotisme nationaliste et le vieux colonialisme.

On assiste à une occupation systématique à tous les niveaux des institutions et du pouvoir, avec le contrôle total de la télévision et des médias publics et la tentative de museler et même de criminaliser les journalistes critiques. Le culte de la prétendue démocratie du dirigeant élu par le peuple s'exprime dans une contre-réforme institutionnelle qui donnera d'énormes pouvoirs au Premier ministre, modifiant complètement l'équilibre des pouvoirs de l'État, et qui est combinée à la contre-réforme de la prétendue autonomie différenciée, qui rendra les régions riches encore plus riches et qui détruira encore plus les soins de santé publics au profit du secteur privé.

Morts au travail et destruction des acquis de la Résistance

Ils veulent mettre fin à cette « religion civile réformiste » (porteuse de droits, de liberté et de recherche de la justice sociale) qui a caractérisé le pays pendant des années après la victoire de la Résistance, exprimée par le mouvement ouvrier et les forces sociales, syndicales et politiques de la gauche. Les

défaites de la classe ouvrière, sa fragmentation et les politiques d'austérité menées par les gouvernements de centre-droit et de centre-gauche ont ouvert une autoroute à l'extrême droite pour tenter d'instaurer ce que Gramsci appelait une « révolution passive » réactionnaire des classes dominantes.

Une chaîne interminable et inacceptable de morts au travail, de véritables massacres de travailleurEs, marque désormais la condition de la classe ouvrière, et il est clair que ce gouvernement, qui ne veut mettre aucun obstacle à la libre exploitation des entreprises et à la précarité, ne peut pas et veut encore moins mettre en place une législation efficace et des contrôles adéquats pour lutter contre ces meurtres.

Vers une nouvelle saison de luttes ?

Le gouvernement sait bien que pour consolider son pouvoir, il doit en venir à une confrontation avec le mouvement ouvrier (et il s'y prépare). Ce dernier conserve sa force syndicale et organisationnelle, bien qu'affaiblie. Jusqu'à présent, cette confrontation directe a été reportée en raison de la passivité des directions syndicales, y compris la subordination totale de la CISL (deuxième syndicat italien), et de l'espoir du gouvernement que l'inaction

syndicale accentue encore la démoralisation et les divisions de la classe ouvrière, mais les tensions sur les salaires et l'emploi sont bien présentes et (avec l'arrivée de la loi budgétaire d'austérité) pourraient précipiter la confrontation. Les syndicats de base, mais aussi les directions des deux autres grands syndicats, la CGIL et l'UIL, tentent de réagir d'une manière ou d'une autre, en commençant par le renouvellement des contrats de travail de nombreuses catégories dans les secteurs public et privé, dont les salaires ont été massacrés par l'inflation. Le 11 avril, des grèves et des mobilisations ont eu lieu dans tout le pays contre les morts au travail. Le 12 avril, 10 000 travailleurEs de Stellantis et de l'industrie automobile sont descenduEs dans les rues de Turin pour défendre leurs emplois.

En outre, deux dates symboliques de lutte pour le mouvement ouvrier, le 25 avril, anniversaire de la défaite du fascisme, et le 1^{er} Mai, sont très proches. La perspective doit être celle d'une nouvelle saison de lutte, d'un regain du mouvement ouvrier, capable de résister au dur affrontement social contre le gouvernement fasciste qui gère les intérêts de la classe capitaliste.

Franco Turigliatto

L'élan du mouvement étudiant pro-palestinien

Un temps fort de la mobilisation étudiante de solidarité à la Palestine en Italie a été enregistré à la fin du mois de février. En effet, le 23 février, à Pise, des affrontements violents avec les forces de l'ordre ont eu lieu lors de la marche pacifique des étudiantEs, dont onze ont été blessés. À Florence, les Cobas¹ ont collaboré avec la communauté palestinienne et les étudiantEs pour organiser une grève générale qui a fait suite au troisième veto des États-Unis sur la proposition de cessez-le-feu à Gaza. La grève a été suivie notamment dans le secteur de la logistique et du textile mais aussi dans l'éducation et la santé.

La radicalisation du mouvement étudiant pro-Palestine et la réponse répressive de l'État

Le lendemain, le mouvement a été très puissant à Milan où 15 000 personnes ont défilé dans les rues de la ville lombarde pour déclarer que « le peuple palestinien existe et résiste ». Des actions sur un magasin Carrefour et des tentatives de rejoindre le Consulat des États-Unis ont également été signalées.

Le 8 mars a également constitué un moment crucial pour le mouvement pro-palestinien avec des dizaines de milliers de manifestantEs dans la capitale et dans tous le pays et la présence très naturelle de cortèges pro-Palestine qui ont souligné le lien très fort qui

C'est dans un contexte marqué par une forte répression policière et un très large soutien, politique et médiatique, à l'attaque génocidaire d'Israël en Palestine, que les mouvements étudiants de solidarité envers le peuple palestinien se sont organisés dans différentes villes en Italie. Leur action constitue également un levier de contestation des politiques impérialistes des États membres de l'Otan et, plus particulièrement, de celles autoritaires et antisociales promues par le gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni.

s'est créé entre la lutte pour les droits des femmes et le combat anticolonial et pour l'autodétermination des peuples opprimés. Toujours en mars, à Bologne, les étudiantEs ont occupé les salles du Palais Hercolani pour dire Stop aux accords entre l'Université de Bologne et le secteur industriel militaire de l'État d'Israël tout en contestant également les programmes de collaboration avec l'Otan : « après 75 ans de massacre aveugle du peuple palestinien par Israël avec le soutien de tout l'Occident, et plus de 10 000 morts rien que le mois dernier avec les bombardements aveugles d'hôpitaux, d'écoles, d'universités et de camps de réfugiés, il n'est plus acceptable que nos universités se rangent du côté d'Israël »². À l'occasion de l'ouverture de l'année universitaire, des étudiantEs ont réussi à lire quelques extraits d'une déclaration sur la scène du théâtre Manzoni, dénonçant haut et fort les atrocités commises par Israël au Moyen-Orient et l'absence de prise de position de l'université. Ces actions ont été suivies par des

manifestations de rue et des confrontations violentes avec les forces de l'ordre.

La mobilisation des universités se poursuit avec une nouvelle journée de grève le 9 avril à laquelle ont adhéré 25 établissements qui demandent au ministère de ne pas souscrire une nouvelle coopération industrielle, scientifique et technologique avec Israël. Occupations, flashmobs et rassemblements, le mouvement ne s'arrête pas et lance un nouvel appel à une réunion publique du monde de la recherche le 17 avril.

Construire une opposition face à l'anachronisme de l'apartheid

Le mouvement étudiant s'en prend à l'extrême droite italienne et aux puissances occidentales, complices du génocide, mais aussi à leur instrument d'action géostratégique, l'Otan. L'anachronisme de l'État d'apartheid en Israël-Palestine et le soutien inconditionnel que lui accordent les États occidentaux et leurs classes dominantes rendent visible la

brutalité de la société capitaliste et de ses guerres d'occupation.

La défense du peuple palestinien est associée à son droit à résister. Les méthodes de la désobéissance civile sont reprises dans les cortèges des étudiantEs qui souhaitent renouer avec le mouvement de l'Intifada palestinienne et lui donner un nouvel écho dans le contexte des États autoritaires occidentaux. Le symbole de la Palestine permet alors de se révolter et d'essayer de se libérer de la chape de plomb que le gouvernement néofasciste de Giorgia Meloni a jetée sur la jeunesse universitaire et ses aspirations émancipatrices.

Hélène Marra

1 – Les COBAS (Comités de base) sont une organisation syndicale autonome qui œuvre, d'une façon radicale et innovatrice, en dehors de la ligne syndicale confédérale. Ils ont été fondés en 1986, d'abord uniquement dans les secteurs de l'école et des transports, puis dans les autres catégories, pour soutenir les intérêts et l'identité professionnelle des travailleurEs.

2 – <https://www.bolognatoday.it/cronaca/palestina-occupata-l-universita.html>

RACISME D'ÉTAT

Le racisme tue les enfants: pour riposter marchons le 21 avril à Paris

En juin 2023, Nahel, 17 ans, est assassiné par la police d'une balle à bout portant. En mars 2024, Wanys, 18 ans, meurt tué sur son scooter lorsque celui-ci est délibérément percuté par un véhicule de police.

L'interminable liste de victimes ne cesse de s'allonger: Zied, Bouna, Lamine, Amine, Adama, et Mohamed tué au CRA de Vincennes en mai 2023... pour n'en citer que quelques-uns. Tout le monde se souvient des images en décembre 2018 des lycéens en lutte de Mantes-la-Jolie, mis à genoux les mains derrière la tête, filmés par les flics qui expliquaient que «voilà une classe qui se tient sage».

Criminalisation des jeunes racisés

Les enfants des quartiers populaires, non-blancs, sont considérés comme des adultes dangereux et sont davantage victimes de répression: ils sont plus susceptibles d'aller jeunes en prison, plus susceptibles d'être tués pour «refus d'obtempérer». Ils sont même convoqués au commissariat dès 8 ans ou 10 ans pour des propos ou des attitudes à l'école.

C'est le constat d'Amal Bentounsi, fondatrice du collectif Urgence Notre police assassine — dont le frère Amine a été tué par la police le 21 avril 2012 d'une balle dans le dos et qui a été le plus jeune détenu de France (à l'âge de 13 ans). Le racisme d'État, sous la forme de la criminalisation et des violences policières impunies, s'attaque particulièrement aux enfants racisés, et les mobilisations n'arrivent qu'une fois la mort advenue. Il y a urgence à empêcher ces meurtres, leurs banalisations et l'impunité totale ou presque dont bénéficient les «forces de l'ordre». Comble de la honte, l'assassin de Nahel a même pu profiter d'une cagnotte de soutien qui l'a rendu millionnaire.

Contre les violences policières et le racisme

L'appel national à la marche du 21 avril est un événement national qui est à l'initiative de Yessa Belkhodja du Collectif de défense des jeunes du Mantois et d'Amal Bentounsi. Autour d'elles, s'est créé un collectif qui regroupe des partis comme PEPS, NPA, des organisations comme UJFP, Fondation Frantz-Fanon, Paroles d'honneur mais aussi la CNT, le PIR, etc. L'appel est national mais le travail de mobilisation est resté centré en région parisienne pour l'instant. Nous espérons que cette initiative devienne une opportunité pour relancer un mouvement antiraciste qui manque de souffle depuis les manifestations du 23 septembre dernier contre les violences policières. Les questions de racisme, d'islamophobie et des violences policières, notamment dans la jeunesse, vont devenir centrales dans les prochains mois: l'offensive politique de l'extrême droite — notamment en vue des européennes — en a fait un point central et il nous faut riposter.

Édouard Soulier

PASCAL PRALID:
MAIS POURQUOI EST-IL SI MÉCHANT?



NO PASARAN

Contre l'extrême droite, la Bretagne s'organise

Si les résultats électoraux de l'extrême droite demeurent moins élevés en Bretagne que dans le reste du pays, sa progression n'en est pas moins réelle. Les derniers mois ont vu une recrudescence des agressions de groupes violents plus nombreux et des tentatives d'implantation du RN et de Reconquête avec un certain succès. Mais la riposte s'organise.

En empêchant l'installation d'un centre d'accueil pour migrantEs à Callac (22), l'extrême droite a remporté une victoire importante. Le recul de la municipalité, malgré les mobilisations de soutien, a donné un mauvais signe. Quelques dizaines d'excités, dont la plupart n'étaient pas de la région, et la fachosphère très active en manifestant, en intimidant, en menaçant de mort — y compris les journalistes faisant leur travail d'information — ont su créer un climat de peur. Les tentatives de renouveler l'expérience à Saint-Brévin (44) ou à Dol-de-Bretagne (35) n'ont pas eu le même succès grâce aux mobilisations unitaires.

Néanmoins, à partir de ces événements, les partis et groupes fascistes ont senti des opportunités de construction. Pas moins d'une cinquantaine d'actes (tags, menaces, agressions physiques, tentatives d'incendie) ont été recensés depuis septembre 2022, tous effectués par des groupes violents ou des individus profitant de la progression électorale du RN et de la nouvelle place occupée par Reconquête. Si des plaintes ont été déposées



et quelques rares arrestations effectuées, cela ne freine pas ces pratiques.

Les extrêmes droites défendent l'agro-business

Considérant la Bretagne comme une «terre de mission» les têtes d'affiche y viennent déverser leurs paroles racistes et antisociales non sans susciter des initiatives unitaires comme lors de la venue de Zemmour à Brest en juin 2023. En campagne pour les élections européennes, RN et Reconquête saisissent les occasions pour attiser la haine et créer le buzz. On aura ainsi vu Bardella venir soutenir les pêcheurs de Lorient

lorsque des fileyeurs se virent obligés de rester au port pendant un mois pour diminuer la pêche accidentelle des dauphins. Pourtant les votes du RN concernant la pêche vont souvent à l'encontre des revendications des marins. Surfer sur la colère agricole est aussi l'occasion de soutenir les demandes de diminution des normes, c'est-à-dire dans bien des cas de favoriser l'agro-business en limitant les déjà trop faibles réglementations favorables aux écosystèmes. En votant pour l'extrême droite, certains petits paysans renforcent les politiques productivistes qui conduiront à leur propre disparition et à de nouvelles concentrations. Dans l'agriculture comme dans l'ensemble de l'économie, l'extrême droite roule pour les grands patrons.

Des collectifs unitaires pour une manifestation le 21 avril

Produit des politiques gouvernementales successives — depuis 2017 celles de la droite macroniste qui n'en finit pas de lui paver le terrain — et de la faiblesse et des divisions de la gauche incapable d'incarner une alternative

à ces politiques antisociales, racistes, islamophobes, sexistes, transphobes, la progression des extrêmes droites doit être stoppée, en Bretagne comme ailleurs. Dans les cinq départements bretons des collectifs antifascistes existent. Des cadres unitaires se forment régulièrement ou de manière permanente pour contrer la présence et les discours fascistes. Dans les syndicats, des structures construisent VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) pour contrebalancer la progression de l'extrême droite dans les entreprises et les services. Ces initiatives restent cependant limitées. C'est pourquoi, après plusieurs agressions, s'est constitué dans les Côtes d'Armor (22) un Front commun antifasciste. Celui-ci appelle, fort du soutien de 80 organisations dont le NPA, à une manifestation régionale ce dimanche 21 avril — date symbolique — contre l'extrême droite, pour la justice sociale et la solidarité. À l'issue de cette journée se posera la question d'un front commun permanent avec le triple objectif de contrer les discours fascistes, de proposer des alternatives et d'organiser la protection des lieux, initiatives et militantEs de notre camp social.

Correspondant

À lire sur le site

Chasse: le compte n'y est vraiment pas!



SOCIAL Rapport sur la simplification: une nouvelle loi Travail en préparation!

Surfant sur les revendications les plus réactionnaires exprimées dans le cadre de la mobilisation des agriculteurEs, Macron et Attal ont chargé Bruno Le Maire de s'attaquer au «trop de paperasseries et de démarches». Ce dernier a donc commandé un rapport à cinq parlementaires de la majorité, afin de préparer un projet de loi.

Remis au ministre de l'Économie le 14 février, il s'intitule «Rendre des heures aux Français». Les Français en question semblent néanmoins se résumer aux patrons! Le sous-titre précise en effet que le rapport décline «quatorze mesures pour simplifier la vie des entreprises». Parmi celles-ci, de nouvelles attaques contre les droits des salariéEs qui ressemblent à s'y méprendre à une nouvelle loi Travail.

Sur les salaires, se passer de conventions collectives de branche

Les parlementaires macronistes préconisent ni plus ni moins que la suspension des conventions collectives dans les entreprises de moins de 50 salariéEs. Durant leurs cinq premières années d'existence, ces sociétés pourraient, par «accord» individuel avec chaque travailleurE, ne pas appliquer les salaires minima prévus par leur accord de branche! Les ordonnances Macron permettraient aux entreprises de conclure des accords moins-disants que leur convention collective dans certains domaines. Néanmoins cette faculté est restée peu utilisée: bien souvent il n'y a pas d'interlocuteurs syndicaux pour conclure de tels accords. Surtout, les branches conservent une compétence exclusive pour définir les salaires minima et la classification. Le gouvernement veut donc faire sauter ce verrou, et abandonne ses beaux discours sur le dialogue social.

Quant à l'accord des salariéEs concernéEs, la réglementation sur le temps partiel en donne

un aperçu: les contrats de travail doivent en théorie prévoir une durée minimale hebdomadaire de travail de 24 heures, mais les travailleurEs peuvent «demander» une durée de travail inférieure. Les employeurEs font donc signer en masse des lettres types par lesquelles les salariéEs renoncent à la protection prévue par la loi. Il en sera de même pour les minima conventionnels si ce genre de crapulerie venait à être autorisée. Des centaines de milliers de travailleurEs du commerce, de l'automobile, du bâtiment ou encore de la sécurité, seraient condamnés au smic.

Haro sur les représentants du personnel

Les ordonnances Macron de 2017 ont considérablement réduit le nombre de représentants du personnel dans les entreprises, mais le Macron de 2024 trouve qu'il y en a encore trop! Le rapport préconise donc de décaler l'ensemble des seuils sociaux d'un cran. Traduction: alors que des élections professionnelles sont obligatoires dans toutes les entreprises d'au moins onze salariéEs, elles n'auraient plus lieu qu'à partir d'un effectif de 50 travailleurEs. Et le CSE verrait ses prérogatives considérablement réduites (personnalité juridique, possibilité de recourir à des experts, consultations obligatoires sur certains sujets) en dessous de 250 salariéEs. Réalisant probablement le caractère monstrueux régressif de leurs préconisations, les parlementaires macronistes avancent un «niveau d'ambition» inférieur: créer des seuils intermédiaires à 20 et 100 salariéEs,

en lieu et place des seuils actuels fixés à 11 et 50. Mais ils tiennent à préciser que «notre recommandation est de viser le plus possible la plus ambitieuse»!

Attaque sur la durée du temps de travail

Enfin, il s'agirait de remplacer plusieurs procédures de demande de dérogation, concernant le dépassement de la durée du travail hebdomadaire ou quotidienne maximale, ou encore l'affectation des salariéEs à des postes de nuit, par une simple dérogation. La même régression a été instituée par Hollande concernant l'emploi de jeunes à des travaux dangereux en 2014. Bilan: dans leur immense majorité, les employeurs ne font même plus de déclaration et l'administration du travail a perdu toute visibilité en la matière. Une autre préconisation du rapport consiste par ailleurs à dépenaliser... les manquements aux obligations de déclaration. Les patrons pourraient donc s'affranchir des limites en matière de durée du travail et invoquer l'«oubli» d'une formalité déclarative. Un véritable permis de frauder! Avec la nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage, l'austérité budgétaire et la loi Guerini sur la fonction publique en préparation, le projet «simplification» relève d'une nouvelle offensive coordonnée et cohérente des classes dominantes, qui poussent leur avantage après l'échec de la mobilisation en défense de nos retraites. Nous devons y répondre de manière tout aussi globale et cohérente, par la mobilisation de l'ensemble de notre camp.

Simon Saissac

Culture

BD *Mawda, autopsie d'un crime d'État, de Manu Scordia*

La Boîte à bulles, 2024, 176 pages, 22 euros.

Vu d'ici on aurait parfois cette idée que nous aurions la police la plus brutale et un État le plus raciste. Or chez nos voisins européens, en Belgique par exemple, la police tue et ment tout autant et de la même manière ; le racisme et la xénophobie d'État existent, tout autant systémiques, avec les mêmes conséquences. La chasse aux réfugiés et les drames qui vont avec font l'actualité malheureusement aussi.

Chasse aux réfugiés

L'auteur de la BD, Manu Scordia, nous raconte cette histoire triste, survenue en 2018, d'une fille kurde tuée d'une balle dans la tête, par la police qui poursuivait la camionnette de migrantEs dans laquelle elle se trouvait avec ses parents et d'autres réfugiés qui cherchaient à passer la frontière. Il s'agit d'une enquête pour reconstruire minutieusement la chaîne d'événements qui va conduire au meurtre. On voit comment la police, la justice et le pouvoir se mettent à inventer une autre histoire, en cachant des éléments, ne s'embêtant pas de mensonges pour se dédouaner.

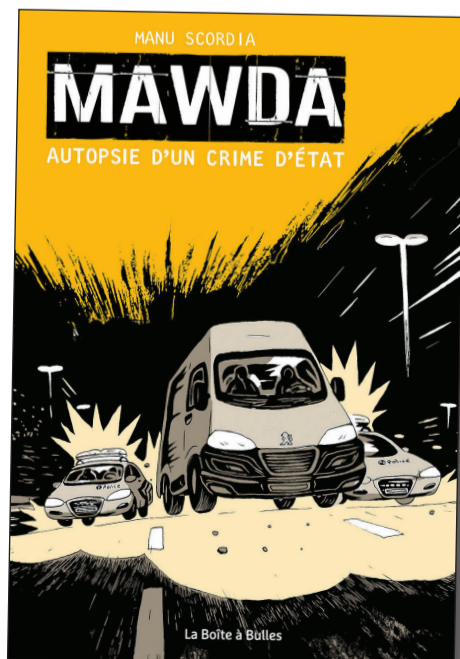
Manu Scordia est révolté et il décrit une machine infernale qui opprime, qui pourchasse, qui exclut. Et le problème n'est pas seulement une police qui tue mais bien « toute une société raciste et malade ». C'est le cas en Belgique, en France, un peu partout en Europe et dans le monde. Les politiques anti-migratoires, Frontex en Europe, les murs ailleurs, les fermetures de frontières, les chasses aux migrantEs, les expulsions, ces politiques sont criminelles car elles conduisent à tuer des gens qui fuient la misère et les guerres. En clair, la police tue, le racisme tue, les frontières tuent.

Combattre l'invisibilisation

Mawda, cette petite fille de 2 ans, est une histoire, une vie parmi des milliers d'autres. Elle meurt tuée sur une route comme d'autres meurent noyéEs dans la mer Méditerranée ou dans la Manche, dans la Bidassoa (frontière franco-espagnole) et d'autres meurent de froid dans la Vallée de la Roya ou du côté de Briançon (frontière franco-italienne).

Cette BD est un témoignage et une accusation efficace. Elle est aussi et surtout un hommage rendu à toutes ces personnes qui cherchent à vivre dignement quelque part. Raconter cette histoire, permet de combattre l'invisibilisation de ces drames subis par des gens ultra précarisés, condamnéEs à la misère, à la fuite et à la peur permanentes. Un plaidoyer pour l'ouverture des frontières, pour la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous.

Philippe Poutou



ESSAI *Dissoudre, de Pierre Douillard-Lefèvre*

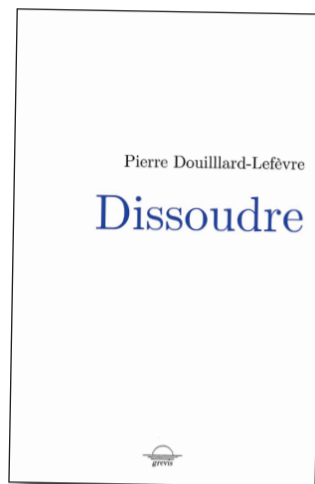
Éditions Grevis, 2024, 120 pages, 10 euros.

Pierre Douillard-Lefèvre nous propose une variation autour du verbe dissoudre, dont l'usage pourrait bien être un marqueur du règne présidentiel. Pris dans son acception administrative, appliqué à la volonté macroniste de neutraliser toute opposition, le terme est ensuite interprété dans un sens plus politique, comme la traduction hexagonale d'un vieux fantasme libéral, celui de la fin de l'histoire, de la fin des classes sociales — la fameuse classe moyenne qui engloberait le monde — celui de la dissolution des catégories politiques. Il n'y aurait plus de droite, plus de gauche, plus de classe ouvrière, plus de bourgeoisie, la contestation sociale serait peu à peu assignée à une zone obscure de la société, en périphérie du terrorisme.

Glissements et inversions des significations

Le vocabulaire ferait lui-même l'objet d'une série de glissements, voire d'inversions, dont les discours ministériels avant et après la terrible répression de la manifestation de Sainte-Soline constituent des cas d'école. La violence n'est plus celle de militaires surarmés fondant sur des civils déambulant au milieu des champs mais celle des victimes de l'agression lorsqu'ils approchent d'un trou vide !

Le livre de Pierre Douillard-Lefèvre est donc d'une grande utilité en ce qu'il nous fait toucher la cohérence d'un système au sein duquel la dissolution d'organisations ou de collectifs — usant de textes qui ont été au départ conçus pour neutraliser les ligues factieuses de 1934 — obéit à une logique politique de criminalisation du mouvement social — d'où



la nécessité de s'y opposer! —, de liquidation politique de toute opposition, en commençant par la plus radicale.

Résister à la logique de criminalisation du mouvement social et à l'extrême droite

Ces processus, qui contribuent, en annihilant tout espoir pour les classes populaires, à faire monter encore l'extrême droite en France, en même temps qu'ils « extrême-droitisent » les pratiques et les orientations politiques des gouvernements européens (et au-delà !) conduisent l'auteur, avec ses termes propres, à pointer les risques renouvelés de totalitarisme ainsi que l'actualité d'un risque de guerre. Pour s'y opposer, il nous propose de faire bloc et de réinventer des résistances, de prendre appui sur des expériences, d'orchestrer la « symphonie des résistances ».

Que ce texte nous amène à en débattre, qu'il soit le prétexte à affûter nos armes politiques pour résister...

Claude Moro

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

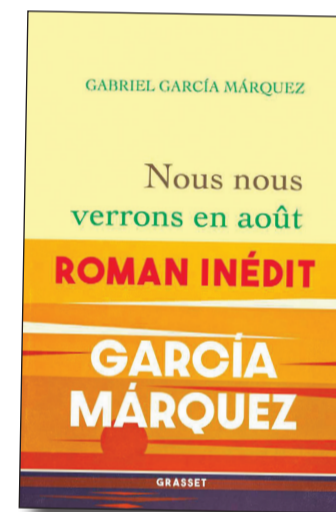
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

ROMAN *Nous nous verrons en août, de Gabriel Garcia Márquez*

Éditions Grasset, 2024, 144 pages, 16,90 euros.

Cent pages, c'est très court. Comment les apprécier sans se laisser écraser par l'ombre tutélaire de *Cent ans de solitude*, qui plane depuis des décennies sur l'œuvre du génial GGM, pape du réalisme magique ?

Champagne ! Higelin appréciait-il les romans de Gabriel Garcia Marquez ? Je l'ignore, mais j'ai lu ce petit livre avec, en tête, la chanson qui scande ce mot : Champagne ! *En agosto, nos vemos* (titre original), cent pages de fines bulles qui instillent une ambiance marquezienne, de ces petits éclats qui titillent les papilles, y déposent une saveur que l'on reconnaît, unique et enivrante, de poésie caraïbe, d'explosion douce de couleurs latino-américaines.



Ce très court texte vous prend comme une première gorgée du délicieux breuvage — un premier chapitre à l'écriture si

pure, incisive et délectable, puis vous le sirotez doucement — surtout, prenez votre temps ! jusqu'à ce que la fin de la coupe s'annonce par des bulles moins vigoureuses, par une fraîcheur moins vive, par une maîtrise moins achevée de la langue et du récit.

Reste alors à vider le fond du verre, qui vous laisse partagé entre la volonté de profiter pleinement, de laisser s'installer, longue en bouche, la satisfaction d'une dégustation achevée, et l'envie d'une autre coupe... que devaient satisfaire quatre autres histoires mettant en scène Ana Magdalena Bach (à un « n » près, le nom de la femme de Bach !). Mais la maladie et la mort en ont décidé autrement !

CM.

Vie du NPA

Rennes Lénine, l'écosocialisme, les luttes et la fête. Samedi 13 avril, sous un ciel ensoleillé, Rennes a accueilli la fête départementale du NPA 35. Comme chaque année le NPA a eu le plaisir d'inviter des organisations avec lesquelles nous militons quotidiennement pour échanger nos différents points de vue sur les luttes ainsi que les perspectives politiques.

La fête anticapitaliste a débuté par un atelier sur l'actualité de la pensée de Lénine à l'occasion du centenaire de sa mort, animé par Patrick Le Moal de la commission formation du NPA.

Il a à la fois rappelé le contexte de la pensée de Lénine et fait ressortir comment ses idées et positions renvoient à des problématiques très actuelles, en particulier sur la question du parti révolutionnaire mais aussi celle des identités nationales. Il était très intéressant de découvrir ou redécouvrir comment Lénine a pensé puis conduit la première révolution socialiste et combien ses écrits permettent toujours d'éclairer, tant au plan stratégique que tactique, la situation actuelle.

Le débat s'est ensuite tourné vers notre projet écosocialiste avec Christine Poupin, qui participe à la rédaction du manifeste écosocialiste de la 4^e Internationale, en compagnie des Soulèvements de la Terre

ainsi que de la Gauche écosocialiste. Cet atelier a permis de discuter de la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société face à un capitalisme en crise et en réponse à la crise écologique tout en abordant des moyens d'action concrets. Enfin le meeting a permis de mettre en valeur différentes luttes. Vivian Petit, auteur de *Retour sur une saison à Gaza*, a rappelé le massacre en cours à Gaza et présenté la campagne BDS, levier d'action central pour soutenir la cause palestinienne. Clément de Sud Éducation a ensuite pris la parole pour dénoncer les nouvelles réformes de l'Éducation nationale : groupes de niveaux au collège, brevet obligatoire pour accéder au lycée... Réforme de tri social, réforme de classe ! L'occasion aussi de parler des luttes locales contre ces réformes avec l'occupation de l'INSPE, des collègues et la manifestation conjointe avec les parents d'élèves qui se tenait ce même jour. Les Jeunesses anticapitalistes ont abordé la question des oppressions subies par les jeunes, de la casse de l'université à la mise au pas en particulier de la jeunesse des quartiers avec l'interdiction de l'abaya, la mise en place de l'uniforme, le SNU... Les JA ont ensuite mis en valeur leurs actions dans les luttes locales avec par exemple leur

participation au comité Palestine de Rennes-2 qui sensibilise les étudiantEs à la cause palestinienne et dénonce le partenariat de l'université avec HP, entreprise complice de la colonisation israélienne. Enfin, Christine Poupin a pris la parole en tant que porte-parole du NPA, pour présenter notre projet politique. À l'heure des crises écologiques, du danger de l'extrême droite au pouvoir, de l'autoritarisme libéral de Macron, nous n'avons pas d'autres choix que d'affirmer notre profil unitaire et révolutionnaire. Unitaires pour mettre notre classe en mouvement, révolutionnaires parce que nous n'avons pas d'autres choix que la rupture avec ce système. Une édition réussie pour la fête anticapitaliste d'Ille-et-Vilaine !

NPA 35



La fête du NPA 35 à Rennes le 13 avril 2024, NPA

RÉPRESSION ANTISYNDICALE

« Le patron de Neuhauser-InVivo en Moselle veut briser la forte dynamique militante d'une section syndicale jeune et féminisée »

Entretien. Christian Porta est le jeune (32 ans) délégué CGT de la boulangerie industrielle de Folschviller (270 salariés). Il est également secrétaire de l'Union locale de Saint-Avold. Sous l'in vraisemblable motif de « harcèlement de la direction », il a été mis à pied le 7 février. La direction est déterminée à obtenir son licenciement mais un très fort mouvement de solidarité s'est mis en route. Christian, on le voit aussi à toutes les manifs Gaza à Metz, manifs dont il est un des animateurs.

Peux-tu nous présenter ton entreprise ? Elle n'a pas toujours été cette PME, et d'ailleurs Neuhauser n'est plus du tout Neuhauser petite entreprise de Moselle Est, proche de l'Allemagne. Qui est InVivo ?

En 1906, Neuhauser crée sa boulangerie. Son activité se développe mais c'est dans les 1970 et 1980 que l'entreprise familiale se lie à Lidl. Elle prend une dimension nationale et sera intégrée dans le groupe Soufflet en 2014. Le syndicalisme n'est pas très fort et les salaires sont très faibles. Douze sites de production fournissent alors des grandes surfaces en pain et viennoiseries. En 2021, Soufflet est racheté par InVivo, géant de l'agro-business, un des très gros du productivisme dans l'agriculture et dans l'alimentation. C'est une multinationale dont le chiffre d'affaires dépasse 12 milliards d'euros, qui emploie directement près de 15 000 personnes, qui stocke les céréales. Ses traders spéculent sur les prix des grains. InVivo participe directement à la financiarisation de tout le secteur.

C'est dans ce cadre économique que vous développez, toi et tes camarades, votre action. « Les Neuhauser » font parler d'elles et eux très régulièrement, vous avez votre réputation de combativité. On se doute bien que ce n'est pas une génération spontanée... Et pour toi, comment ça s'est passé ton entrée dans le militantisme ? Je suis boulanger de formation. Enfant de quartier populaire, un peu loubard, je n'étais pas du tout militant quand j'ai commencé à bosser chez Neuhauser en 2014 comme intérimaire. Après plusieurs missions je signe un CDI et rapidement je suis délégué syndical. La section syndicale se renforce, se rajeunit, se féminise au fil des nombreuses bagarres. Bagarres sur les salaires d'abord, très faibles (autour de 1300 euros) et sur les conditions de travail avec des plannings pas possibles. Depuis l'intégration dans InVivo, il y a eu de très forts mouvements avec débrayages et grèves sur le temps de travail, contre un plan de suppression de 180 emplois au niveau national. Nous avons eu de

réelles avancées : nous sommes aux 32 heures payées 35 heures ; nos salaires se situent autour de 2000 euros net. Notre section CGT compte 70 adhérents majoritairement femmes et jeunes. Un groupe combatif. Le patron de Neuhauser-InVivo en Moselle veut briser la forte dynamique militante d'une section syndicale jeune et féminisée.

Vos actions ne se limitent pas au corpo, vous êtes connus pour pratiquer un syndicalisme grand angle...

Oui, clairement, nous situons notre action dans le cadre général, un cadre large. En 2018-2019, « les Neuhauser » étaient très présents dans le mouvement des Gilets jaunes qui a été particulièrement fort à Saint-Avold. Durant le confinement, nous avons imposé que les surplus soient distribués et non

Ils savent aussi le rôle encourageant que nous jouons pour nos collègues des 11 autres sites. Oui, nous sommes teigneux, bagarreurs, fermes ! Et ils ne le supportent pas. C'est la seule raison de la procédure de licenciement.

détruits... Le 8 mars, la grève féministe, nous en faisons notre affaire. L'interpro, de même : nous avons participé à dix journées de grève et avons bataillé pour une stratégie gagnante, pas ces journées saute-moutons.

Ton rôle moteur est connu de tout le monde, évidemment de la direction de Neuhauser et même du groupe InVivo. C'est pourquoi la répression qui te vise est si forte.

C'est évidemment ça. C'est ce syndicalisme combatif qui est leur cible mais les patrons ne peuvent pas le dire, alors ils inventent le prétexte dingue de « harcèlement sur les cadres dirigeants ». Ce qu'ils aiment c'est le syndicat « partenaire social ». Exemple très précis : lors du premier PSE (plan de sauvegarde de l'emploi avec 180 emplois en jeu), ils se sont arrangés pour me donner l'info « en avant-première » en me disant : « mais discrétion... ». Je leur ai répondu « Ça va pas être

possible, parce que là, je vais vite partager la nouvelle ». Ils savent aussi le rôle encourageant que nous jouons pour nos collègues des 11 autres sites. Oui, nous sommes teigneux, bagarreurs, fermes ! Et ils ne le supportent pas. C'est la seule raison de la procédure de licenciement. Si quelqu'un est victime de harcèlement, c'est bien moi puisqu'on m'a adjoint en permanence un huissier de justice qui note mes moindres faits et gestes, mes moindres déplacements... Et qui coûte bonbon ! Une estimation sérieuse donne l'équivalent d'un 13^e mois pour tout le monde à Neuhauser-Folschviller. Et puis, et ce n'est pas un détail, je suis sans salaire...

Pourtant la direction semble ne plus te viser tout seul. D'autres pourraient à leur tour devenir des cibles de la répression...

En effet, il semblerait que trois autres camarades soient explicitement nommés dans les témoignages dans l'enquête en cours. C'est toute une équipe qui est visée, une dynamique collective de revendication que la direction veut casser. Et c'est pourquoi la solidarité doit être large et elle l'est !

Un comité de soutien s'est créé. Il prend des initiatives. Quel est son rôle ?

Il y a un mois, devant le siège national de InVivo à Paris, devant les grands silos du port de Metz, lors de deux réunions à Metz et à Saint-Avold, la solidarité s'est exprimée et s'organise. Le jeudi 25 avril sera une expression forte à Folschviller : c'est tout le secteur Alimentation qui appelle et au niveau local, à l'extérieur de l'entreprise, il y aura de l'écho ! Cette initiative sera très importante, c'est juste après l'avis que rendra l'inspection du travail le 22 avril.

« Fin du monde, fins de mois, même combat », dis-tu souvent. Tu pourrais nous en dire plus sur les très prometteuses convergences qui se sont manifestées dans la dernière période ?



Le jeudi 25 avril sera une expression forte à Folschviller : c'est tout le secteur Alimentation qui appelle et au niveau local, à l'extérieur de l'entreprise, il y aura de l'écho

Oui, la convergence est explicite, presque comme une évidence : c'est effectivement très encourageant ! C'est que InVivo, malgré tout son greenwashing, est l'ennemi de la nature, de l'écologie ! InVivo est au cœur du capitalisme agro-alimentaire. Et d'un autre côté, les écolos conséquents sont attaqués, réprimés dans les combats pour l'eau, contre la bétonisation, comme les syndicalistes, comme les Gilets jaunes. Si bien que dans les soutiens exprimés et vraiment actifs, il y a Extinction Rebellion, Greenpeace, la Confédération paysanne, Attac. **Propos recueillis par Fernand Beckrich**

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°154 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



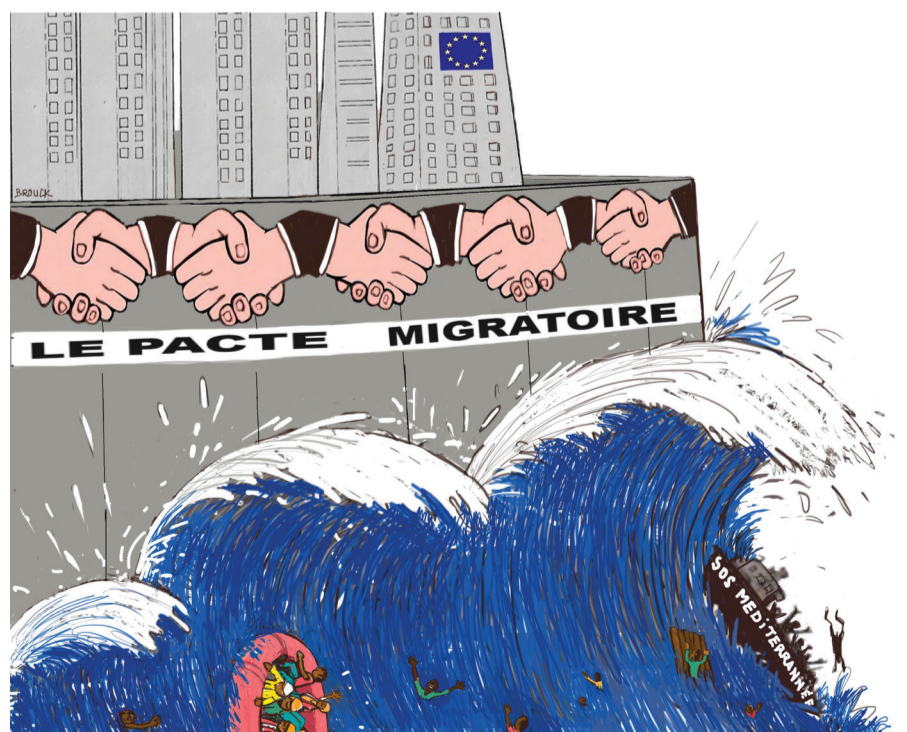
Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org